

EUREX CRMD

Société d'Expertise Comptable
inscrite au tableau de l'Ordre
Région Auvergne Rhône-Alpes

Société de Commissaires aux
Comptes inscrite sur la liste
nationale des commissaires
aux comptes, rattachée à la
CRCC Dauphiné-Savoie

ADIL Drôme Ardèche
Agence d'Information sur le Logement Drôme Ardèche
44 rue Faventines
B.P. 1022
26010 VALENCE CEDEX

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

EUREX CRMD

Société par actions simplifiée au capital de 500.000,00 Euros

Siret n° 317 000 073 00054 RCS Romans – Code Naf 6920 Z – TVA FR09317000073

Siège Social : 34 Rue du Dr Abel – 26000 Valence – Tél : 04 75 41 82 00 – E-mail : valence@eurex.fr – www.eurex.fr

Bureau secondaire : 4 Rue Louis Le Cardonnell – 26100 Romans sur Isère – Tél : 04 75 71 02 40 – E-mail : romans@eurex.fr

MEMBER OF  **SFAT**

SOMMAIRE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EUREX CRMD

Société d'Expertise Comptable
inscrite au tableau de l'Ordre
Région Auvergne Rhône-Alpes

Société de Commissaires aux
Comptes inscrite sur la liste

ADIL Drôme Ardèche
Agence d'Information sur le Logement Drôme Ardèche
44 rue Faventines
B.P. 1022
26010 VALENCE CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

EUREX CRMD

Société par actions simplifiée au capital de 500.000,00 Euros

Siret n° 317 000 073 00054 RCS Romans – Code Naf 6920 Z – TVA FR09317000073

Siège Social : 34 Rue du Dr Abel – 26000 Valence – Tél : 04 75 41 82 00 – E-mail : valence@eurex.fr – www.eurex.fr

Bureau secondaire : 4 Rue Louis Le Cardonnell – 26100 Romans sur Isère – Tél : 04 75 71 02 40 – E-mail : romans@eurex.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association "ADIL Drôme Ardèche",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « ADIL Drôme Ardèche » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « 2.2 Changements de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement ANC 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- La méthode de comptabilisation et du rattachement des subventions de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé,

influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ❖ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ❖ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ❖ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ❖ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ❖ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Valence, le 15 mai 2026

Pour EUREX CRMD

David DER BAGHDASSARIAN
Commissaire aux comptes

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311224
-------------------	----------------	------------------------	----------------	-----------

ACTIF IMMOBILISE				
Frais d'établissement				
Frais d'établissement				
Immobilisations incorporelles	46 765.84	46 765.84		
Frais de recherche développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences				
Procédés, logiciels, droits	46 765.84	46 765.84		
Immobilisation incorp. en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	2 646.57	1 352.54	1 294.03	1 678.03
Terrains				
Constructions				
Installations techn., mat., outil				
Autres immob. corporelles	2 646.57	1 352.54	1 294.03	1 678.03
Immobilisations corp. en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par leg ou donations				
mmobilisations financières	195 574.50		195 574.50	195 574.50
Participations et créances				
Autres titres immobilisés	60 980.00		60 980.00	60 980.00
Prêts et cautions	134 594.50		134 594.50	134 594.50
Autres immob. financières				
TOTAL I	244 986.91	48 118.38	196 868.53	197 252.53
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières & approvision				
En cours de production de biens				
En cours production de services				
Produits intermédiaires & finis				
Marchandises				
Créances	189 523.10		189 523.10	287 369.26
Clients et comptes rattachés				
Créances reçues par leg, donation				
Autres créances	189 357.34		189 357.34	284 158.80
Charges constatées d'avance	165.76		165.76	3 210.46
Trésorerie	630 288.24		630 288.24	581 918.27
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	630 288.24		630 288.24	581 918.27
TOTAL II	819 811.34		819 811.34	869 287.53
Frais d'émission d'emprunts (III)				
Frais d'émission d'emprunts				
Primes rembour. emprunts (IV)				
Primes de rembour. emprunts				
Ecarts de conversion Actif (V)				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL (I à V)	1 064 798.25	48 118.38	1 016 679.87	1 066 540.06

Impression provisoire




Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311224
-------------------	--	--	----------------	-----------

FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise			213 424.22	213 424.22
Fonds propres statutaires			213 424.22	213 424.22
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Rés. statutaires ou contractuelles				
Autres réserves				
Report à nouveau			469 250.65	457 063.12
Report à nouveau			469 250.65	457 063.12
Excédent ou déficit de l'exercice			-19 330.18	12 187.53
Excédent ou déficit de l'exercice			-19 330.18	12 187.53
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)			663 344.69	682 674.87
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds dédiés				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques			8 658.00	
Provisions pour risques			8 658.00	
Provisions pour charges			111 475.89	103 009.43
Provisions pour charges			111 475.89	103 009.43
TOTAL (III)			120 133.89	103 009.43
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts & dettes aup. éta. crédit				
Emprunts & dettes aup. éta. crédit				
Emprunts et dettes financ. divers				
Emprunts et dettes financ. divers				
Instruments financiers à terme				
Instruments financiers à terme				
Dettes fourniss. & cptes rattachés			12 122.32	15 292.26
Dettes fourniss. & cptes rattachés			12 122.32	15 292.26
Dettes fiscales et sociales			95 956.36	80 933.18
Dettes fiscales et sociales			95 956.36	80 933.18
Dettes sur immo. et cptes rattachés				
Dettes sur immo. & cptes rattachés				
Autres dettes			101 183.61	95 821.32
Autres dettes			101 183.61	95 821.32
Produits constatés d'avance			23 939.00	88 809.00
Produits constatés d'avance			23 939.00	88 809.00
TOTAL (IV)			233 201.29	280 855.76
Ecarts de conversion Passif (V)				
Ecarts de conversion Passif				



Impression provisoire

Détail des postes		Valeurs nettes	Au 311224
TOTAL GENERAL (I à V)		1 016 679.87	1 066 540.06

Détail des postes		Au 311225	Au 311224
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations			
Cotisations			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
Vente de services			
Production stockée			
Production stockée			
Production immobilisée			
Production immobilisée			
Produits de tiers financeurs			
Subventions			
Dons et mécénat			
Reprises sur amort. et provisions			
Reprise sur amort, dépréc & prov			
Prod. des cessions immobilisations			
Prod. des cessions immobilisations			
Autres produits			
Autres produits			
TOTAL I			
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achat de marchandises			
Achats de marchandises			
Achats matières premières			
Achats autres approvisionnements			
Variation de stocks			
Variations de stocks de march.			
Variation de stocks Mat./approv.			
Autres achats et charges externes			
Autres achats et charges externes			
Impôts, taxes et vers. assimilés			
Impôts, taxes et vers/ assimilés			
Salaires et traitements			
Salaires et traitements			
Charges sociales			
Charges sociales			
Dotations aux amortis. & provisions			
Amort. sur immobilisations			
Provis. sur immobilisations			
Provis. sur actif circulant			
Provis. pour risque et charges			
Valeurs comptables des immob cédées			
Valeurs comptables des immob cédées			
Autres charges			
Autres charges			
TOTAL II			
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			
PRODUITS FINANCIERS			
De participations			
De participations			

Détail des postes			Au 311225	Au 311224
D'autres valeurs mobil. & créances D'autres valeurs mobil. & créances				
Autres intérêts et produits assim. Autres intérêts et produits assim.			7 194.96 7 194.96	10 338.76 10 338.76
Reprise sur provisions et déprec. Reprise sur provisions et déprec.				
Prod. cessions immob. financières Prod. cessions immob. financières				
Prod. nets sur cessions VMP et IT Prod. nets sur cessions VMP et IT				
TOTAL III			7 194.96	10 338.76
CHARGES FINANCIERES				
Dot. aux amort. & aux provisions Dot. aux amort. & aux provisions				
Intérêts et charges assimilées Intérêts et charges assimilées				
Valeurs comptables immob. fi cédées Valeurs comptables immob. fi cédées				
Charges nettes sur cess. VMP et IT Charges nettes sur cess. VMP et IT				
TOTAL IV				
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)			7 194.96	10 338.76
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-19 330.18	10 862.20
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels Produits exceptionnels				1 325.33 1 325.33
TOTAL V				1 325.33
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles Charges exceptionnelles				
TOTAL VI				
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)				1 325.33
PARTICIP. SALARIES RESULTAT (VII) Partic. salariés Résultat				
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII) Impôts sur les bénéfices				
TOTAL PRODUITS (I+III+V)			949 327.00	951 023.42
TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)			-968 657.18	-938 835.89
EXCEDENT OU DEFICIT			-19 330.18	12 187.53

ANNEXE

1 – FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'association

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) de la Drôme est une association loi 1901 créée en 1974.

Elle est agréée par le ministère du logement et ses missions sont les suivantes :

- développer l'information sur le logement pour le grand public et les partenaires sur les thèmes de la location, de l'accession à la propriété, des droits et devoirs, de la prévention des expulsions ; l'ADIL de la Drôme organise également des formations.
- gérer un observatoire de l'habitat partagé avec les territoires (recueil de données, analyse et mise en forme, animations et échanges).
- assurer une information, des animations et un accompagnement sur le thème de l'énergie (énergies renouvelables et économie d'énergie).

1.2 Activité économique

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025 présente un total de 1 016 679.87 euros.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un déficit de 19 330.18 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.



2 – PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice, arrêtés au 31 décembre 2025, sont établis selon les dispositions du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

et en application du règlement ANC 2022-06 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception de la constatation des amortissements sur les constructions,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.2 Changements de méthode comptable

Application du règlement ANC 2022-06 à compter de la clôture des comptes 2025, modernisation des états financiers. Principales évolutions : définition du résultat exceptionnel, suppression du transfert de charges, mise à jour du plan des comptes, et des annexes.

En l'espèce, ce changement de règlement comptable n'a pas eu d'influence significative sur les comptes au 31/12/2025.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

La méthode des coûts historiques est la méthode retenue pour l'inscription des éléments en comptabilité.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, compte tenu des coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en état d'utilisation et des frais d'acquisition. Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation estimée.

Les durées d'amortissement des matériels et mobilier sont les suivantes :

- matériel et véhicules 5 ans
- matériel et logiciel informatique 3 ans
- mobilier de bureau 10 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont inscrites à l'actif du bilan, à leur coût historique ou à leur valeur d'inventaire, si celle-ci est inférieure.

Une provision est constituée pour couvrir les risques de non recouvrement.

3 – FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	213 424,22							213 424,22
Fonds propres avec droit de reprise								-
Ecart de réévaluation								-
Réserves								-
Report à nouveau	457 063,12	12 187,53		-				469 250,65
Excédent ou déficit de l'exercice	12 187,53	- 12 187,53		-		19 330,18		- 19 330,18
	-							-
Dotations consommables								-
Subventions d'investissement	-							-
Provisions réglementées	-							-
TOTAL	682 674,87	-	-	-	-	19 330,18	-	663 344,69

4 – PROVISIONS

TABEAU DES PROVISIONS	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Provisions pour risques prud'hommes	-	8 658,00	-	8 658,00
Provisions pour risques	-	8 658,00	-	8 658,00
Provisions Indemnité départ en retraite	103 009,43	111 475,89	103 009,43	111 475,89
Provisions pour charges	103 009,43	111 475,89	103 009,43	111 475,89
Provisions congés payés	41 489,29	50 499,71	41 489,29	50 499,71
Provisions compte épargne temps	15 381,60	16 788,49	15 381,60	16 788,49
Provisions sur rupture conventionnelle	-	-	-	-
Provisions charges sur congés payés	24 062,29	28 668,16	24 062,29	28 668,16
Provisions pour charges sur personnel	80 933,18	95 956,36	80 933,18	95 956,36
Provisions sur créances	-	-	-	-
TOTAL PROVISIONS	183 942,61	216 090,25	183 942,61	216 090,25

5 – IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

5.1 Mouvements des immobilisations

TABEAU DES IMMOBILISATIONS	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences	-	-	-	-
Procédés, logiciels, droits	46 765,84	-	-	46 765,84
Immobilisation incorp. en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	46 765,84	-	-	46 765,84
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techn., mat., outil	-	-	-	-
Autres immob. corporelles	2 646,57	-	-	2 646,57
Immobilisations corp. en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par leg ou donations	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	2 646,57	-	-	2 646,57
Participations et créances	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	60 980,00	-	-	60 980,00
Prêts et cautions	134 594,50	-	-	134 594,50
Autres immob. financières	-	-	-	-
Immobilisations financières	195 574,50	-	-	195 574,50
ACTIF IMMOBILISE	244 986,91	-	-	244 986,91

5.2 Mouvements des amortissements

TABEAU DES AMORTISSEMENTS	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences	-	-	-	-
Procédés, logiciels, droits	46 765,84	-	-	46 765,84
Immobilisation incorp. en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	46 765,84	-	-	46 765,84
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techn., mat., outil	-	-	-	-
Autres immob. corporelles	968,54	384,00	-	1 352,54
Immobilisations corp. en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par leg ou donations	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	968,54	384,00	-	1 352,54
Participations et créances	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et cautions	-	-	-	-
Autres immob. financières	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
ACTIF IMMOBILISE	47 734,38	384,00	-	48 118,38

6 – CREANCES ET DETTES

6.1 Echéancier des créances et dettes

TABLEAU DES CREANCES	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Matières premières & approvisionnement	-		
En cours de production de biens	-		
En cours production de services	-		
Produits intermédiaires & finis	-		
Marchandises	-		
Stocks et en-cours	-	-	-
Clients et comptes rattachés	-		
Créances reçues par leg. donation	-		
Autres créances	189 357,34	189 357,34	
Charges constatées d'avance	165,76	165,76	
Créances	189 523,10	189 523,10	-
TOTAL	189 523,10	189 523,10	-

TABLEAU DES DETTES	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de cinq ans
Emprunts obligataires et assimilés	-			
Emprunts & dettes aup. éta. crédit	-			
Emprunts et dettes financ. divers	-			
Dettes fourniss. & cptes rattachés	12 122,32	12 122,32		
Dettes fiscales et sociales	95 956,36	95 956,36		
Dettes sur immo. et cptes rattachés	-			
Autres dettes	101 183,61	101 183,61		
Produits constatés d'avance	23 939,00	23 939,00		
TOTAL	233 201,29	233 201,29	-	-



6.2 Rattachement à l'exercice des charges et produits

ACTIF	2025	2024	PASSIF	2025	2024
AUTRES CREANCES			DETTES FOURNISSEURS		
Produits à recevoir	-	-	Fournisseurs - factures non parvenues	-	-
			DETTES FISCALES ET SOCIALES		
			Dettes fiscales et sociales	95 956,36	80 933,18
			AUTRES DETTES		
			Charges à payer	14 438,15	4 716,00
Charges constatées d'avance	165,76	3 210,46	Produits constatés d'avance	23 939,00	88 809,00
TOTAL	165,76	3 210,46	TOTAL	134 333,51	174 458,18

7 – NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

7.1 Provision pour indemnités de départ en retraite

Les engagements en terme d'indemnité de départ à la retraite sont provisionnés dans les comptes selon les critères suivants :

- l'indemnité de départ en retraite est déterminée selon les modalités de calcul de la convention collective Habitat et Logement Accompagné.
- l'âge de départ à la retraite retenu est de 64 ans.
- le calcul de la provision est déclenché pour tous les salariés en CDI quelque soit leur âge.

7.2 Mises à disposition de personnel

Les mises à disposition de personnel par le groupement d'employeurs, le Groupement Habitat Faventines sont comptabilisées en compte 621400 pour un montant global de 809 744.33 euros représentatifs de :

- 513 300.33 euros de salaires bruts
- 241 215.29 euros de charges sociales
- 55 228.71 euros d'autres charges

7.3 Mises à disposition d'immobilisations

Des immobilisations acquises par SOLIHA Drôme peuvent être mises à disposition des autres associations intégrées au Groupement Habitat Faventines. Afin de garantir une parfaite transparence comptable entre les associations, l'amortissement de ces immobilisations est refacturé à l'euro l'euro à chaque association.

Cette refacturation s'est élevée à 7 680.23 euros au titre de l'exercice 2025.

7.4 Résultats de la SCI La Providence

L'ADIL de la Drôme est titulaire de 400 parts soient 7.66 % du capital de la SCI La Providence propriétaire des locaux du siège social. Cette SCI n'étant pas soumise à l'impôt sur les sociétés, son résultat de 41 778.03 € est donc affecté à l'ADIL de la Drôme au prorata de sa participation au capital soit 3 200.20 €.

7.5 Provisions risques prudhommaux GHF

Au 31/12/2025, le Groupement Habitat Faventines a provisionné un montant concernant 3 litiges prudhommaux en cours pour un total de 90 000 €. Cette somme est répartie au sein des 4 associations adhérentes au prorata de leur masse salariale soit 8658 € pour l'ADIL.



8 – AUTRES INFORMATIONS

8.1 Engagements hors bilan

Néant.

8.2 Effectifs

Les effectifs mis à disposition par le Groupement Habitat Faventines s'élèvent à 13.0 ETP en 2025.

8.3 Rémunérations

Les fonctions des membres du conseil d'administration de l'ADIL de la Drôme ne sont pas rémunérées.

8.4 Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires du Commissaire aux comptes au titre de sa mission d'audit légal s'élèvent à 4 320 euros TTC en 2025.

8.5 Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

EUREX CRMD

Société d'Expertise Comptable
inscrite au tableau de l'Ordre
Région Auvergne Rhône-Alpes

Société de Commissaires aux
Comptes inscrite sur la liste

ADIL Drôme Ardèche
Agence d'Information sur le Logement Drôme Ardèche
44 rue Faventines
B.P. 1022
26010 VALENCE CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES
DE L' EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

EUREX CRMD

Société par actions simplifiée au capital de 500.000,00 Euros
Siret n° 317 000 073 00054 RCS Romans – Code Naf 6920 Z – TVA FR09317000073
Siège Social : 34 Rue du Dr Abel – 26000 Valence – Tél : 04 75 41 82 00 – E-mail : valence@eurex.fr - www.eurex.fr

MEMBER OF 

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

A l'assemblée générale de l'association "ADIL Drôme Ardèche"

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Valence, le 15 mai 2026

Pour EUREX CRMD

David DER BAGHDASSARIAN
Commissaire aux comptes